

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 01/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MALAUQUIN - Centre de tri & déchetterie

Zac du Moulin Blanc
BP50158
59230 Saint-Amand-Les-Eaux

Références : V2/2025-075
Code AIOT : 0007001957

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2024 dans l'établissement MALAUQUIN - Centre de tri & déchetterie implanté ZAC du Moulin Blanc 741, rue du Champ des Oiseaux 59230 Saint-Amand-les-Eaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection, menée de manière inopinée, s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées relative à la lutte contre les sites illégaux de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

L'objectif est de s'assurer que les activités pratiquées par ces sites sont effectuées en toute légalité au titre des ICPE et de l'obligation d'être sous contrat avec un éco-organisme agréé (ou un producteur ayant mis en place un système individuel agréé) de la filière des DEEE concernant la gestion des DEEE.

La visite d'inspection inclut également un volet traçabilité des déchets sortants : registre interne et

bordereau de suivi des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALAQUIN - Centre de tri & déchetterie
- ZAC du Moulin Blanc 741, rue du Champ des Oiseaux 59230 Saint-Amand-les-Eaux
- Code AIOT : 0007001957
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MALAQUIN, implantée à Saint-Amand-les-Eaux, exploite :

- un centre de tri et de regroupement de déchets ménagers et industriels ;
- une déchèterie.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 6 avril 2000. Il a ensuite été autorisé à procéder à l'extension de ses activités par arrêté préfectoral du 22 janvier 2004 complété par arrêtés préfectoraux complémentaires du 18 novembre 2013 puis du 4 août 2017.

Le site est autorisé à réceptionner 100 000 t/an de déchets non dangereux pour ses activités de tri et de regroupement.

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique :

- 2710-1 : Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.

Suite aux évolutions de la nomenclature ICPE, le site est désormais soumis à enregistrement (ancien régime : autorisation) au titre de la rubrique :

- 2714 : Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trafic D3E

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déchèterie – Respect des quantités autorisées	AP Complémentaire du 04/08/2017, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Déchèterie – Gestion des DEEE - Contractualisation avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.543-200-1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Déchèterie - Traçabilité des déchets sortants : registre interne - Généralités	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	Demande d'action corrective	15 jours
4	Déchèterie - Traçabilité des déchets sortants : registre interne - DEEE	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	15 jours
5	Déchèterie - Traçabilité des déchets dangereux sortants : BSD/Trackdéchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
6	Déchèterie - Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La quantité maximale de déchets dangereux susceptible d'être présente sur la déchèterie reste à justifier.

La traçabilité des déchets expédiés depuis la déchèterie, tant au travers du registre interne que des bordereaux de suivi des déchets, est à faire évoluer.

La gestion des déchets de DEEE au sein de la déchèterie est encadrée par des contrats avec des éco-organismes établis avec le SIAVED mais dont l'exploitant ne dispose pas.

L'Inspection des installations classées formule 8 faits avec suites administratives, avec demande d'action corrective et demande de justificatif, pour lesquels il est attendu des éléments complémentaires de la part de l'exploitant pour pouvoir lever la non-conformité relevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchetterie – Respect des quantités autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2017, article 1.1			
Thème(s) : Situation administrative, Déchetterie – Respect des quantités autorisées			
Prescription contrôlée :			
<u>1.1. - Activités autorisées</u>			
La Société MALAQUIN, dont le siège social est situé route de Lille à ROSULT (59230), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter, sur le territoire de la commune de SAINT-AMAND-LES-EAUX, ZAC du Moulin Blanc :			
<ul style="list-style-type: none">• une station de transit et de tri de déchets industriels banals provenant d'installations classées et de matières sèches issues de collectes sélectives d'ordures ménagères;• une déchetterie			
[...]			
Les installations comprennent :			
- un bâtiment clos et couvert de 3200 m ² dans lequel sont effectuées toutes les opérations de tri ainsi que toutes les aires de dépôts de produits bruts entrants, en vue du tri et des dépôts de produits triés en attente d'évacuation ;			
- une aire étanche de manœuvres des véhicules et de dépôts de bennes vides ;			
- une aire de parking de véhicules à moteur ;			
- un pont-bascule situé à l'entrée du site ;			
- des bureaux situés également à l'entrée du site ;			
- une déchetterie de 4875 m ² aménagée pour la réception des encombrants et matériaux triés apportés par le public;			
- un bâtiment d'une capacité totale de 26000 m ³ et d'une emprise au sol de 2640 m ² (66 mètres sur 40 mètres et d'une hauteur utile sous ferme de 8,3 mètres) qui accueille l'une des deux presses à balles du site, ainsi que les stockages de "produits finis", une zone spécifique d'entreposage en vrac de papiers de type "JRM" (i.e. Journaux / Revues / Magasines), ainsi que l'atelier de tri / conditionnement des DIB.			
Ces installations sont visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement selon le tableau de classement suivant :			
Rubrique de classement	Libellé de l'installation	Capacité autorisée	Classement *
2710-1a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t	10,07 tonnes	A
2710-2c	Installations de collecte de déchets apportés par	Volume de	DC

	le producteur initial de ces déchets 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : c) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	253 m ³	
[...]			

* A : installations soumises à autorisation,
D : installations soumises à déclaration,
DC : installations soumises à contrôle périodique

Constats :

La déchèterie, exploitée par la société MALAQUIN titulaire de l'autorisation environnementale, assure le service public de gestion des déchets (SPGD) pour la collectivité sous l'égide du Syndicat Inter-Arrondissement de Valorisation et d'Élimination des Déchets (SIAVED) auquel adhèrent 7 intercommunalités.

Les usagers sont autorisés à venir déposer leurs déchets dans la déchèterie sur la base de la carte d'accès délivrée par le SIAVED.

La visite d'inspection du 18/12/2024 n'a porté que sur les activités de la déchèterie et non du centre de tri des déchets non dangereux mitoyen, également exploité par la société MALAQUIN.

Les 2 entités, déchèterie et centre de tri, sont physiquement séparées.

La visite d'inspection a permis de constater la présence des déchets suivants au niveau de la déchèterie.

Déchets dangereux

- 2 fûts de 200 l de piles ;
- 1 caisse de 1,5 m³ de néons ;
- 1 caisse de 1 m³ d'ampoules ;
- 1 caisse de 500 l de radiographies ;
- 1 caisse de 600 l avec une trentaine de batteries ;
- 2 caisses pleines (2 x 600 l) de déchets ménagers spéciaux « DMS » (emballages souillés) en attente d'expédition ;
- une zone des déchets ménagers spéciaux dit « EcoDDS » (déchets diffus spéciaux) non accessible au public (présence de barrières) avec environ 15 caisses de 600 l utilisées selon la nature des déchets à y entreposer (acides, base, peintures, aérosols, solvants, ...). 8 caisses étaient vides le jour de la visite ;
- 1 benne de 12 m³ remplie au tiers de DMS ;
- 3 caisses pleines de 600 l de DMS ;
- 2 bornes de collecte (2 x 1000 l) d'huile de moteur usagée ;
- 1 fût de 200 l pour les filtres à huile.

La plupart des capacités d'entreposage des déchets n'étaient pas remplies sauf mention contraire reprise ci-dessus.

Déchets non dangereux

- 15 pneumatiques empilés de véhicules légers ;
- 1 benne de 1 m³ de verre ;
- 1 bac rempli de câbles électriques de 600 l ;
- 3 bornes de collecte de textile de 1,5 m³ ;
- 4 fûts de 200 l d'huile de friture dont 2 vides ;
- 1 benne de 30 m³ de papier/carton ;
- 1 benne de 30 m³ d'encombrants ;
- 1 benne de 30 m³ éco-mobilier ;
- 1 benne de 30 m³ de bois ;
- 1 benne de 30 m³ de végétaux ;
- 1 benne de 30 m³ de métaux ;
- 1 benne de 30 m³ pour les gravats ;

La plupart des capacités d'entreposage des déchets n'étaient pas remplies sauf mention contraire reprise ci-dessus.

Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)

- 1 cumulus, 1 machine à laver, 2 laves-vaisselle, 1 réfrigérateur, 2 essoreuses, 1 four ;
- 4 caisses pleines de 1 m³ de petits appareils électroménagers et matériels informatiques en mélange ;
- 2 caisses pleines de 1 m³ avec des écrans télé avec tubes cathodiques ;
- une palette avec plusieurs cartons de cartouche d'encre pour moins de 1 m³.

L'exploitant considère ces DEEE comme des déchets non dangereux gérés lors de leur enlèvement sous le code 20 01 36 « équipements électriques et électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21, 20 01 23 et 20 01 35 ».

Or, l'inspection précise que les DEEE peuvent être soit des déchets dangereux, soit des déchets non dangereux. A titre indicatif il peut être retenu les éléments suivants en vue de déterminer le classement de chacun des DEEE au titre des rubriques 2710-1 (collecte de déchets dangereux) et 2710-2 (collecte de déchets non dangereux) ICPE relatives aux activités de la déchèterie :

A minima les DEEE suivants sont considérés comme dangereux :

- Appareils frigorifiques non dépollués (ex : réfrigérateurs, congélateurs) ;
- Ordinateurs portables ;
- Tablettes ;
- Écrans (ordinateurs et TV) ;
- Téléphones mobiles ;
- Télévisions à tubes cathodiques.

De plus les informations suivantes sont disponibles du Trackdéchets :

*« Pour garantir la conformité et couvrir tous les risques, **tous les acteurs impliqués doivent considérer les DEEE comme dangereux (à tracer avec un code déchet comportant un astérisque) dès l'enlèvement, à moins d'une preuve formelle de non-dangereusité.** Les transporteurs doivent être correctement habilités et les bordereaux doivent être signés par toutes les parties avec la classification appropriée. »*

<https://faq.trackdechets.fr/dechets-dangereux-classiques/informations-generales/questions-transverses>

Respect des quantités autorisées

Le poids des déchets dangereux présents sur site lors de la visite n'a pas été formellement vérifié. L'inspection estime que la quantité autorisée est susceptible d'être dépassée, au vu des volumes présents le jour de la visite.

Aussi, des éléments d'appréciation supplémentaires ont été demandés à l'exploitant afin de pouvoir évaluer la quantité de déchets dangereux effectivement présente le jour de la visite. Les éléments transmis par l'exploitant le 30/01/2025 correspondent à des quantités enlevées mensuellement sans en connaître les volumes associés et ne permettent donc pas d'en extrapoler les quantités présentes le jour de la visite. De plus ces éléments transmis ne portent que sur une partie des déchets, à savoir ceux faisant l'objet d'une traçabilité interne via le logiciel CLEAR de MALAQUIN et non sur les autres déchets directement gérés par le SIAVED (cf. détails au point de contrôle 3.)

Faits avec demande de justificatif 1 : La quantité maximale de déchets dangereux susceptible d'être présente sur le site est à justifier ainsi que le respect, en toute circonstance, de la quantité maximale autorisée.

En revanche, en considérant de façon conservatrice la capacité maximale de chaque contenant non vide de déchets non dangereux présents ainsi que l'ensemble des DEEE, le volume de déchets non dangereux présents n'atteint pas le volume autorisé de 253 m³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai maximum de 15 jours, sur la base d'éléments factuels, et notamment de correspondance poids/volumes réels pour chaque catégorie de déchets dangereux présents sur la déchèterie, y compris ceux de DEEE, l'exploitant évaluera la quantité maximale susceptible d'être présente sur le site et apportera la démonstration qu'elle respecte en toute circonstance la quantité maximale autorisée.

Pour les déchets EcoDDS, les éléments attendus sont à décliner pour chaque famille de produits chimiques (acides, base, peintures, aérosols, solvants, ...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Déchèterie – Gestion des DEEE - Contractualisation avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.543-200-1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Déchèterie – Gestion des DEEE - Contractualisation avec un éco-organisme

Prescription contrôlée :

I. - Au sens du présent article, on entend par :

1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;

2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.

II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer

des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Constats :

Lors de la visite du 18/12/2024, l'exploitant a indiqué que la contractualisation avec l'éco-organisme pour la gestion des DEEE était réalisée directement par le SIAVED.

En revanche, l'exploitant MALAQUIN n'a pas été en mesure de présenter les copies de ces contrats.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis le 30/01/2025 à l'inspection les éléments suivants :

- L'avenant 1 (sans les annexes hormis la n°4 - Liste des points de collecte -Données TERRITEO) au contrat passé entre le SIAVED et l'éco-organisme ECOSYSTEM prenant effet le 1er janvier 2024 relatif à la prise en charge des DEEE collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets et à la participation financière aux actions de prévention, communication et sécurisation.
- L'avenant 1 (sans les annexes) au contrat passé entre le SIAVED et l'éco-organisme ECOSYSTEM prenant effet le 1er janvier 2024 relatif à la prise en charge des déchets issus de lampes collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets.

Ces avenants couvrent tout le territoire de compétence du SIAVED étendu depuis le 1^{er} janvier 2024. La déchèterie de Saint-Amand-les-Eaux y figure bien en tant que point de collecte.

Faits avec demande de justificatif 2 : Seuls les avenants aux contrats ont été présentés. Les

contrats doivent être présentés dans leur intégralité et accompagnés de leurs annexes respectives.
Malgré ses demandes auprès du SIAVED, l'exploitant n'a pas été en mesure d'obtenir à la date de rédaction du présent rapport les éléments attendus.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Dans un délai maximum de 15 jours, l'exploitant transmettra les 2 contrats de gestion des DEEE établis avec l'éco-organisme dans leur intégralité et accompagnés de leurs annexes respectives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Déchèterie - Traçabilité des déchets sortants : registre interne - Généralités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Déchèterie - Traçabilité des déchets sortants : registre interne - Généralités
Prescription contrôlée : <p>I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>La visite d'inspection du 18/12/2024 a permis d'identifier la gestion suivante mise en œuvre par MALAQUIN afin d'assurer la traçabilité des déchets sortants de la déchèterie.</p> <p>L'exploitant dispose d'un logiciel informatique CLEAR pour la saisie des informations de traçabilité des déchets sortants.</p> <p>Par sondage, l'inspection a examiné les informations enregistrées. Y sont notamment reportées les informations suivantes : date d'expédition, dénomination du déchet, code déchet, quantité, transporteur, destinataire.</p> <p>En revanche, la visite n'a pas porté sur l'exhaustivité des informations contenues dans le logiciel au regard des dispositions réglementaires de l'article 2 (registre des déchets sortants) de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.</p> <p>A ce sujet, l'exploitant prendra en considération, pour la tenue de son registre et les informations devant réglementairement y figurer, les observations formulées dans les points de contrôle suivants concernant la notion de producteur du déchet, s'agissant d'une déchèterie assurant le service public de gestion des déchets mais qui n'appartient pas au SIAVED et qui est exploitée par la société MALAQUIN titulaire de l'autorisation environnementale.</p>

Par ailleurs, il ressort des éléments présentés par l'exploitant que **l'ensemble des déchets sortants de la déchèterie ne figure pas dans le logiciel CLEAR assurant la traçabilité et que les déchets manquants font l'objet d'une gestion distincte assurée directement par le SIAVED en ce qui concerne leur enlèvement.**

Nature déchet	Catégorie déchet*	Traçabilité logiciel CLEAR MALAQUIN
Bois	Non dangereux	Oui
Déchets verts	Non dangereux	Oui
DIB/Encombrants	Non dangereux	Oui
Ferrailles	Non dangereux	Oui
Gravats	Non dangereux	Oui
Cartons	Non dangereux	Oui
Batteries	Dangereux	Oui
Pneus	Non dangereux	Oui
Huile alimentaire	Non dangereux	Oui
Huiles de vidange	Dangereux	Oui
DEEE en mélange (hors lampes)	Dangereux	Oui
DMS (emballages souillés)	Dangereux	Oui
Textile	Non dangereux	Oui
Eco Mobilier	Non dangereux	Non
EcoDDS	Dangereux	Non
Piles	Dangereux	Non
DEEE Lampes (ampoules et néons)	Dangereux	Non
Radiographies	Dangereux	Non

* sauf caractérisation contraire

A noter que les déchets sortants ne figurant pas dans CLEAR relèvent pour certains des filières à responsabilité élargie des producteurs (REP) : Eco Mobilier, EcoDDS, Piles, DEEE Lampes.

Cas des déchets dont la traçabilité n'est pas assurée par le logiciel CLEAR :

1-Déchets non dangereux : éco-mobilier

A l'issue de la visite, l'exploitant a transmis pour l'éco-mobilier, un fichier informatique consignait chaque apport d'éco-mobilier en 2024, sur le site SUEZ RV de Louches et en provenance de la déchèterie MALAQUIN de Saint-Amand-Les-Eaux. Ces éléments semblent provenir d'une extraction du registre des déchets entrants de la société SUEZ RV à Louches.

Le fichier présenté ne contient pas l'ensemble des informations définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021.

Les éléments transmis par l'exploitant ne constituent les éléments de traçabilité des déchets d'éco-mobilier sortants de la déchèterie réglementairement requis.

2- Déchets dangereux : EcoDDS, piles, lampes, radiographies

Ces déchets étant des déchets dangereux, ils sont également soumis aux dispositions de l'article R.541-45 en matière de traçabilité avec l'obligation supplémentaire d'émission d'un bordereau de suivi électronique.

Certains de ces déchets relevant des filières REP, ils sont gérés dans le cas présent par différents éco-organismes qui figurent dans le bordereau de suivi électronique (cf. point contrôle 5).

Le bordereau de suivi électronique permet d'assurer la traçabilité réglementairement requise au titre de l'article R.541-43 **dès lors que l'exploitant est en capacité d'y accéder.**

Or compte tenu de la gestion administrative des BSD des déchets dangereux sortants de la déchèterie (cf. point de contrôle 5), il en résulte que l'exploitant MALAQUIN de la déchèterie **n'est pas en mesure d'accéder aux informations des BSD associés (plateforme Trackdéchets) et d'assurer, par ce biais, la traçabilité de ces déchets dangereux sortants.**

Faits avec demande d'action corrective 1 : La société MALAQUIN ne dispose pas d'un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants de la déchèterie qu'elle exploite et dont elle est titulaire de l'autorisation environnementale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai maximum de 15 jours, l'exploitant disposera d'un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants de la déchèterie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Déchèterie - Traçabilité des déchets sortants : registre interne – DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchèterie - Traçabilité des déchets sortants : registre interne – DEEE

Prescription contrôlée :

R.541-43 du code de l'environnement

I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

[...]

Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement

Article 2

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

[...]

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

[...]

Constats :

La visite d'inspection du 18/12/2024 a permis d'identifier la gestion mise en œuvre par MALAQUIN afin d'assurer la traçabilité des déchets sortants de la déchèterie (registre) et le fait que l'exploitant ne dispose pas d'un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants de la déchèterie (cf. point de contrôle 3).

En complément, l'inspection s'est intéressée à la traçabilité figurant dans le logiciel CLEAR pour les déchets sortants de DEEE en mélange (hors lampes), thématique principale de la visite d'inspection.

L'inspection a interrogé l'opératrice du pont bascule présente le jour de la visite. Celle-ci a indiqué que les DEEE en mélange (hors lampes) sortant de la déchèterie faisaient l'objet :

- d'une traçabilité via le logiciel CLEAR et d'une pesée globale de chaque enlèvement (DEEE en mélange) enregistrée sous le code déchet 20 01 36 « équipements électriques et électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21, 20 01 23 et 20 01 35 ». **Il s'agit d'un code déchets non dangereux.**

- En complément des informations figurant dans le logiciel CLEAR, est associé un « ordre de mission » de la société ENVIE 2E, mandatée par l'eco-organsime ECOSYSTEM pour l'enlèvement de ces déchets DEEE dans la déchèterie.

Ce document distingue :

- le nombre total d'appareils GEM F (gros électroménager DEEE secteur froid) collectés ;
 - le nombre total d'appareils GEM HF (gros électroménager DEEE hors secteur froid) collectés ;
 - le dénombrement des sous-catégories spécifiques « écran » et « PAM » (petit électroménager).
- Selon les explications de l'opératrice, le dénombrement est comptabilisé comme suit :
- nombre de pièces pour les GME F et HF ;

- le nombre de box (caisses) pour les écrans et les PAM.

Comme développé au point de contrôle 1, les déchets de EEE peuvent être des déchets dangereux ou non dangereux.

Compte tenu de la gestion des enlèvements de DEEE mise en oeuvre sur le site, chaque enlèvement réalisé par la société ENVIE 2E peut être constitué d'un mélange de DEEE dangereux et non dangereux.

De plus les informations suivantes sont disponibles du Trackdéchets :

« Quelle est la démarche à suivre pour être en conformité avec la gestion des DEEE (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques) ?

Pour garantir la conformité et couvrir tous les risques, **tous les acteurs impliqués doivent considérer les DEEE comme dangereux (à tracer avec un code déchet comportant un astérisque) dès l'enlèvement, à moins d'une preuve formelle de non-dangerosité.** Les transporteurs doivent être correctement habilités et les bordereaux doivent être signés par toutes les parties avec la classification appropriée. »

<https://faq.trackdechets.fr/dechets-dangereux-classiques/informations-generales/questions-transverses>

Ces éléments sont bien pris en compte par les informations figurant dans les BDS associés aux expéditions 2024 de ces DEEE depuis la déchèterie de Saint-Amand (cf. point de contrôle 5) figurant dans la plateforme Trackdéchets (accessibles par le SIAVED mais pas par MALAQUIN) et que l'inspection a consultés. Les BSD sont émis sous les 2 codes déchets dangereux suivants :

- 20 01 35* : DEEE MENAGERS EN MELANGE HORS SECTEUR FROID

- 20 01 23* : GEMF

En revanche, ces éléments ne sont pas pris en compte dans le registre interne des déchets sortants de l'exploitant.

Faits avec demande d'action corrective 2 : La traçabilité des déchets dangereux de DEEE en mélange sortants de la déchèterie est réalisée dans le registre interne de l'exploitant au travers du code déchet non dangereux 20 01 36.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai maximum de 15 jours, l'exploitant gèrera la traçabilité des déchets de DEEE sortants de la déchèterie dans son registre au travers de codes déchets adaptés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Déchèterie - Traçabilité des déchets dangereux sortants : BSD/Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45

Thème(s) : Risques chroniques, Déchèterie - Traçabilité des déchets dangereux sortants : BSD/Trackdéchets

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.

Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.

Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.

L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques peuvent être prévues pour le ministère de la défense dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La tenue du système de gestion des bordereaux de suivi de déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle.

Sont exclues de ces dispositions, les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets conformément au règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, les ménages, les personnes qui sont admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux.

Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés

au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.
[...]

Constats :

La visite d’inspection du 18/12/2024 a permis d’identifier plusieurs flux de déchets dangereux gérés sur le site :

- dont la traçabilité est assurée ou non par le logiciel CLEAR de l’exploitant ;
- dont l’enlèvement est géré en direct par l’exploitant ou par le SIAVED ;
- dont le transport est assuré ou non par l’exploitant ;
- appartenant ou non à une filière REP.

Néanmoins, quel que soit le mode de gestion adopté pour ces déchets, ceux-ci étant des déchets dangereux, ils sont soumis aux dispositions de l'article R.541-45 en matière de traçabilité avec l'obligation supplémentaire d'émission d'un bordereau de suivi électronique (BSD) dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets qui correspond à l'application Trackdéchets.

Selon les déclarations de l’exploitant, l’expédition des déchets dangereux de la déchèterie font l’objet systématiquement d’un BSD électronique émis depuis la plateforme dédiée Trackdéchets **dès lors que la société MALAQUIN en assure le transport. Le BSD identifie alors MALAQUIN exclusivement en sa qualité de transporteur sous le SIRET du siège 588 800 359 00063.**

Pour les autres déchets dangereux, la société MALAQUIN a indiqué ne pas avoir connaissance de la gestion des BSD associés, celle-ci étant distincte et assurée directement par le SIAVED en ce qui concerne leur enlèvement.

L’exploitant considère en effet ne pas être producteur des déchets de la déchèterie et que le SIAVED en est le détenteur ; et dès lors qu’il incombe au SIAVED d’assurer l’émission des BSD des déchets dangereux expédiés de la déchèterie, faisant le cas échéant figurer MALAQUIN lorsqu’il en assure le transport.

L’examen par l’inspection des installations classées de la plateforme Trackdéchets permet d’identifier les éléments suivants quant à la gestion des BSD des déchets dangereux expédiés depuis la déchèterie en 2024 avec les numéros de SIRET de la société MALAQUIN (siège : 588 800 359 00063) et du SIAVED :

Nature déchet	Catégorie déchet	Traçabilité logiciel CLEAR MALAQUIN	Information du BSD
Batteries	Dangereux	Oui	Aucun BSD en 2024. Eléments cohérents avec le registre des déchets sortants

			de MALAQUIN au titre de 2024 = 0 t.
Huiles de vidange	Dangereux	Oui	Aucun BSD en 2024. Éléments incohérents avec le registre des déchets sortants de MALAQUIN au titre de 2024 = 24,1 t.
DEEE en mélange (hors lampes)	Dangereux	Oui	MALAQUIN ne figure pas sur le BDS en sa qualité de « producteur » des déchets au sens de la réglementation. Le SIAVED figure sur le BSD comme « expéditeur ». La déchèterie de Saint-Amand-Les-Eaux figure sur le BDS comme « point de prise en charge ». L'éco-organisme ECOSYSTEM figure sur le BSD. MALAQUIN n'a pas accès à la traçabilité des BDS.
DMS (emballages souillés)	Dangereux	Oui	MALAQUIN ne figure pas sur le BDS en sa qualité de « producteur » des déchets au sens de la réglementation. Le SIAVED figure sur le BSD comme « expéditeur ». La déchèterie de Saint-Amand-Les-Eaux figure sur le BDS comme « point de prise en charge ». MALAQUIN figure sur le BDS en sa qualité de « transporteur » et a donc accès à la traçabilité des BDS. Le SIRET utilisé est celui du siège 588 800 359 00063.
EcoDDS	Dangereux	Non	MALAQUIN ne figure pas sur le BDS en sa qualité de « producteur » des déchets au sens de la réglementation. Le SIAVED figure sur le BSD comme « expéditeur ». La déchèterie de Saint-Amand-Les-Eaux figure sur le BDS comme « point de prise en charge ». L'éco-organisme EcoDDS figure sur le BSD. MALAQUIN n'a pas accès à la traçabilité des BDS.
Piles	Dangereux	Non	Aucun BSD en 2024. La cohérence de ces éléments ne peut être vérifiée car ces déchets ne figurent pas sur le registre des déchets sortants de MALAQUIN au titre de 2024 car gérés directement par le SIAVED (cf. point de contrôle 3).
DEEE Lampes (ampoules et néons)	Dangereux	Non	MALAQUIN ne figure pas sur le BDS en sa qualité de « producteur » des déchets au sens de la réglementation. Le SIAVED figure sur le BSD comme « expéditeur ». La déchèterie de Saint-Amand-Les-Eaux figure sur le BDS comme « point de prise en charge ». L'éco-organisme ECOSYSTEM figure sur le BSD. MALAQUIN n'a pas accès à la traçabilité des BDS.

Radiographies	Dangereux	Non	Aucun BSD en 2024. La cohérence de ces éléments ne peut être vérifiée car ces déchets ne figurent pas sur le registre des déchets sortants de MALAQUIN au titre de 2024 car gérés directement par le SIAVED (cf. point de contrôle 3).
---------------	-----------	-----	---

Faits avec demande d'action corrective 3 : L'ensemble des déchets dangereux expédiés depuis la déchèterie ne font pas l'objet d'un bordereau de suivi électronique, en particulier les huiles de vidange dont 24,1 t ont pourtant été expédiées en 2024 selon le registre de l'exploitant.

Faits avec demande de justificatif 3 : Pour les expéditions de déchets dangereux de piles et de radiographies, l'absence de BSD en 2024 est à justifier ainsi que l'émission effective de BSD pour les expéditions précédentes de ces déchets (2022, 2023).

Faits avec demande d'action corrective 4 : La société MALAQUIN n'apparaît pas sur les BSD en sa qualité de producteur des déchets expédiés depuis la déchèterie qu'elle exploite et dont elle est titulaire de l'autorisation environnementale, sous le numéro SIRET 588 800 359 00055.

A ce sujet, l'exploitant est invité à consulter le site Trackdéchets et notamment la FAQ :
<https://faq.trackdechets.fr/inscription-et-gestion-de-compte/questions-frequentes>
<https://faq.trackdechets.fr/dechets-dangereux-classiques/collectivites-decheteries>
<https://faq.trackdechets.fr/dechets-dangereux-classiques/collectivites-decheteries/questions-frequentes-des-collectivites-decheteries>
<https://faq.trackdechets.fr/dechets-dangereux-classiques/telecharger-la-notice-et-le-recepisse-du-bsdd>

Il en ressort les éléments suivants :

« Dans le cas de la traçabilité des déchets des déchèteries, il existe deux cas principaux :
- la déchèterie appartient à la collectivité qui en assure la gestion : la collectivité est le producteur des déchets ;
- la déchèterie appartient à la collectivité qui en délègue la gestion à un tiers : le tiers est le producteur des déchets au regard de la traçabilité ».

« Si c'est une entreprise privée qui exploite les déchèteries de votre collectivité : → vous n'êtes pas concernée par la traçabilité et donc pas signataire des bordereaux, en revanche votre collectivité peut être mentionnée comme intermédiaire sur les différents bordereaux pour avoir accès aux données (c'est une possibilité, cela n'est pas obligatoire). »

« Producteur : Personne morale qui produit des déchets de par son activité (exemple : une entreprise de traitement de surfaces). Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément à la réglementation. Il est responsable jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers (article L541-2). L'exploitant d'une déchetterie est considéré comme un producteur. »

Au regard de ces éléments et compte tenu que la société MALAQUIN est titulaire de l'autorisation environnementale pour l'exploitation de la déchèterie et exploitant en propre, sous le numéro SIRET 588 800 359 00055, la société MALAQUIN est donc le producteur des déchets au sens de la réglementation auquel il incombe les obligations afférentes de traçabilité et doit, à ce titre, figurer en tant que tel dans les BSD émis pour tous les déchets dangereux expédiés depuis la déchèterie.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai maximum de 15 jours, l'exploitant mettra en place les modalités d'organisation pour que l'ensemble des déchets dangereux expédiés depuis la déchèterie fasse l'objet d'un bordereau de suivi électronique.</p> <p>Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant justifiera de l'absence de BSD en 2024 pour les expéditions de déchets de piles et de radiographies et justifiera de l'émission de BSD pour les expéditions précédentes de ces déchets (2022, 2023).</p> <p>Dans un délai maximum de 30 jours, la société MALAQUIN mettra en place les modalités d'organisation pour apparaître sur les BSD associés aux expéditions de déchets dangereux depuis la déchèterie en sa qualité de producteur des déchets et sous son numéro SIRET 588 800 359 00055 d'exploitant de la déchèterie dont elle est titulaire de l'autorisation environnementale.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Déchèterie - Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchèterie - Déclaration GERE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets [...]</p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; -la quantité par nature du déchet ; -le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; -le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV. <p>[...]</p>
Constats :

L'exploitant est concerné par l'obligation de déclaration GERE des déchets dangereux expédiés dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'examen de la dernière déclaration GERE réalisée au titre de 2023 (commune aux activités de déchèterie et du centre de tri) réalisée sous le numéro SIRET 588 800 359 00055, laisse apparaître que seuls les flux suivants de déchets dangereux issus de la déchèterie ont été déclarés dans GERE :

- DMS ;
- EcoDDS.

Les autres flux de déchets dangereux gérés sur la déchèterie (cf. points de contrôle 1, 3 et 5) n'y figurent pas :

- Batteries ;
- Huiles de vidange ;
- DEEE en mélange ;
- Piles ;
- DEEE de Lampes ;
- Radiographies ;

sauf à démontrer l'absence d'expéditions de ces catégories de déchets au titre de 2023.

Faits avec demande d'action corrective 5 : Tous les déchets dangereux expédiés depuis la déchèterie n'ont pas été déclarés dans GERE alors que leur quantité dépasse le seuil de déclaration fixé par l'arrêté ministériel du 31/01/2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets (2 t/an).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant procédera à la correction de sa déclaration GERE 2023.

La correction en ligne de la déclaration GERE 2023 n'est plus possible. L'exploitant transmettra directement à l'inspection les données corrigées de sa déclaration GERE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours